

K0244708

IDENTIFICATION : 0162-C.40/ K95 DU 26/01/94

DUREE : 60 MIN

QUALITE : BONNE

TRANSMISSION : RTLM

DATE DE TRANSCRIPTION: 29/09/1999

NOM DU TRANSCRIPTEUR: DROCELLA ICYTEGETSE

NOM DU FICHER : 0162

DICTAPHONE : SANYO; BO-760/19

FACE A.

ORATEUR: Valérie BEMELIKI (journaliste de la RTL)

Vous, qui êtes-vous ? Dites-nous d'où vous venez. Je ne vous ai pas vu tout à l'heure.

D'où venez-vous ?

ORATEUR NON IDENTIFIE :

Je...j'étais ici, mais je pense que vous n'avez pas bien regardé. Le problème que nous avons réellement est que tous les jeunes Tutsis de cette zone se sont solidarisés pour mener des attaques contre les Hutus. Ils circulent pendant la nuit en s'enquérant de la résidence de certaines gens pour les tuer dès qu'elles sortent de leurs maisons. Notre confrère, le premier qui a été tué, l'a été parce qu'ils craignaient qu'il ne divulgue leurs secrets. Il habitait avec d'autres.... Hutus qui ont entendu les tueurs frapper à sa porte pour qu'il leur ouvre. Ils sont venus et j'ai été le premier à être agressé. Je venais de prendre un verre de bière quelque part. Ils ont couru après moi, armés de serpettes. Ils étaient plus de 30 personnes. Il y avait parmi eux des chauffeurs de l'ONATRACOM qui sont partis et portent pour le moment l'uniforme du FPR. Ils sont au sein des Inkotanyi. Ce sont eux qui nous attaquent la nuit.

- Qui sont ces gens de l'ONATRACOM ? Donnez-nous leurs noms.

- Il y a un certain NGARAMBE. Il y a CYIZA. Il y a un chauffeur du nom de Vianney qui travaille pour INTERFREIGHT. Il y a un nommé MPANGARE qui vendait du sable. Il y a un certain Léopold, NZARAMBA et BUSANGWA et MUHIRWA.

- Que font-ils au sein des INKOTANYI ? Les voyez-vous tous les jours ? Quel est leur travail ?

- Quel sorte de travail? C'est le travail des Inyenzi qu'ils font, rien d'autre ; celui de tuer des gens. Je crois qu'ils l'ont montré. Vous voyez que même hier soir, les gendarmes étaient là, et c'est ce qui s'est passé dans la nuit d'avant-hier lorsqu'ils ont couru après nous et ont tiré sept balles sur moi. J'ai couru et celui-là est mort à ma place. C'est ce qui s'est passé cette nuit. Leur travail est de tuer. L'autre point à souligner est qu'ils nous ont fui. Pourquoi ont-ils fui sans en donner les raisons ? Qu'ils reviennent pour être nos voisins, pour que chacun sache qu'il a été attaqué et que les autres viennent à son secours. Si cela n'est pas ainsi, vu que le gouvernement n'a plus de forces, et que MINUAR n'en a pas non plus parce qu'elle est incapable de nous protéger, qu'ils nous laissent mener une guerre civile.

- Et face à cette situation, que font les Inkotanyi qui sont au C.N.D selon vous? Les voyez-vous faire quelque chose à ce sujet ? Sont - ils en train de faire quelque chose ? Que vont-ils faire ?

- La raison pour laquelle ils y ont une part de responsabilité est que vous ne pouvez pas entrer dans un camp des Inkotanyi lorsque vous êtes d'ethnie hutu. Nous l'avons essayé plusieurs fois, sans succès. Ils ne vous laissent pas entrer. Pourtant les Tutsis eux y entrent tous les jours. Même une vieille dame peut y entrer ! Mais vous, même si vous leur dites que vous y avez un parent, ils ne peuvent pas vous laisser entrer. Ils vous regardent et vous demandent de repartir, vous qualifiant d'Interahamwe ou de CDR. Vous comprenez que nous ne pouvons pas supporter qu'ils nous en veulent jusqu'à nous traiter de cette façon extrême. Nous n'arrêterons nos démonstrations que lorsque la MINUAR se sera décidée de nous protéger. Autrement, qu'elle déclare clairement sa position et qu'elle rentre chez elle.

- Qu'a fait la MINUAR au sujet des événements d'hier, dites-nous ? Qu'a-t-elle fait ? Dites-nous ce qu'elle a fait....

- Rien du tout. Il n'y a eu aucune patrouille. Aucune personne de la MINUAR n'y est arrivée.

- Que dites-vous à la MINUAR ? Quel message adressez-vous à la MINUAR et à ces Inkotanyi ?

- A notre avis ce sont par exemple les Belges qui ont une grande part de responsabilité dans la protection de cette ville, comme ce sont eux qui assurent celle des Inyenzi lorsqu'ils sortent chaque jour. Leur responsabilité est engagée lorsque ceux qui partent

ne reviennent pas. S'ils sont incapables de nous protéger, qu'ils plient leurs bagages !
Qu'ils rentrent chez eux ou qu'ils soient remplacés par des forces armées capables
d'accomplir leur travail correctement !

- Combien de personnes sont-elles mortes selon vous ? Combien ont-elles été blessées ?
- Nous avons deux blessés et deux morts.
- Sont-elles mortes durant cette nuit ou y incluez-vous celui qui est décédé dernièrement ?
- Avant-hier la nuit, il y a eu deux blessés et un mort.

Hum. Merci.

ORATEUR : Georges RUGGIU :

[Le texte qui suit est en français dans la transcription originale]

Nous sommes ici à côté du CND, devant un attroupement de personnes qui ont d'ailleurs
barré la route. Des gendarmes sont en train de mettre la garde. Que se passe-t-il
exactement ?

ORATEUR NON IDENTIFIE :

Ces barricades que vous voyez ici sont des manifestations suite à une mort survenue dans
la nuit passée. Donc, il s'agit de troupes tutsi qui se sont emparées euh...des logements
de Hutus et ils [sic] ont tué une personne et euh...deux autres sont gravement blessées.

- En fait vous parlez de troupes tutsi, mais avez-vous identifié exactement ces personnes ? Et où sont ils [sic] maintenant ?

- Ah ! Toutes ces troupes sont rentrées au CND ; ont rejoint leurs camarades Inkotanyi.

- Et d'où la manifestation de maintenant, mais que demandez-vous exactement à ces gens qui sont en train de protéger ces...complices, voire criminels qui sont au CND ?

- Ce que nous demandons, c'est que la MINUAR essaie de protéger la population ou bien il faut qu'il laisse l'armée rwandaise de garder la tranquillité du peuple.

- Euh ! Vous avez l'intention de rester ici et de barrer la route jusque quand ?

- Jusqu'au moment où le gouvernement rwandais prendra la décision de garder sa population.

Merci.

[FIN DU TEXTE EN FRANÇAIS]

ORATEUR NON IDENTIFIE :

....répondez en Kinyarwanda.

Orateur : Valérie BEMERIKI

Eh vous...comment vous appelez-vous ? Dites-nous votre nom et ensuite dites-nous ce qui s'est passé hier soir et pourquoi vous manifestez dans la rue.

Orateur : De Dieu BIMENYIMANA :

- Je m'appelle De Dieu Bimenyimana. Les événements d'hier soir ont commencé avant-hier. Dans la nuit d'avant-hier vers 10 heures, des gens sont venus, ont encerclé les lieux et tiré sur une personne.

- Avez-vous vu ces hommes ? Qui sont-ils ? Dites-nous qui sont ces hommes et puis continuez votre récit.

Je crois que vous avez déjà les noms. On vous les a donnés. Ce que je peux dire est qu'ils se sont repliés au CND et que jusqu'à présent ils bénéficient de la protection du CND. Nous voulons demander à la MINUAR que ces Inyenzi qu'elle a logés en cet endroit, qu'elle a armés et auxquels elle a donné la liberté de mouvement soient déplacés et installés ailleurs, si elle n'est pas en mesure de nous protéger. Si elle pense qu'elle ne peut pas le faire, que l'on nous donne alors des gens pour assurer notre protection. Il y en a bien qui passent toute la journée à courir derrière RUKOKOMA et Agathe. Est-ce que la vie de deux hommes vaut-elle plus que celle de toute la population d'ici ? Que l'on

dépêche sur les lieux un contingent qui doit assurer notre sécurité, ou que les Inyenzi soient déplacés incessamment. C'est ce que nous demandons à la MINUAR.

- Je vois par ailleurs des véhicules et des blindés de la MINUAR qui sont stationnés dans l'enclos du CND. Que font ces gens de la MINUAR lorsque de tels événements se produisent ? Que doivent-ils faire à votre avis ? Quel devrait être leur comportement ?

- C'est une bonne chose que ces chars y arrivent à huit heures. Mais qu'ils rentrent à quatre heures, c'est étonnant! Nous ne savons pas s'ils sont là pour protéger la population ou pour protéger les Inkotanyi. L'autre chose qui nous fait de la peine est qu'avant-hier ils ont élevé une « protection des tirs » [En français dans la transcription] à cet endroit. Vous avez vu beaucoup de sacs de sable derrière lesquels des armes ont été installées. Au lieu d'être pointées vers les Inyenzi, étant donné que seuls ceux-ci sont armés et peuvent sauter la clôture renforcée de fils barbelés pour attaquer la population civile, ces armes sont pointées vers nous, la population. Pouvez-vous demander pourquoi ils ont érigé une «protection des tirs » et installé des armes orientées vers la population au lieu de les pointer vers les Inkotanyi en vue de les dissuader, étant donné que ce sont les seuls qui peuvent nous attaquer. C'est ce que nous voulons

ORATEUR : Georges RUGGIU (journaliste de la RTLM)

[En français dans la transcription de ce document]

Voici encore une autre personne qui va se présenter et nous expliquer également pourquoi il manifeste.

ORATEUR : De Dieu NZEYIMANA

...De Dieu NZEYIMANA habite GISHUSHU. Bon...le problème qu'il y a date de deux jours. Dans la nuit d'avant-hier, il y a eu des éléments engagés par le F.P.R qui est venu [sic] à 2 heures quadriller le quartier. En fin de compte, il y a eu un mort. Bon, pas plus que tard dans cette nuit même, il y a eu les escadrons de la mort du F.P.R qui sont venus quadriller le quartier et en tuant encore une personne à l'aide de grenades. Ensuite, ce qui est encombrant, c'est qu'après juste les tirs, après qu'il y ait les massacres, ils sont repliés encore dans le C.N.D. Ils sont sous protection de la MINUAR. La MINUAR nous a amené un contingent du FPR. Il les a parqués en face de la population et une population civile sans protection. Ces gens étant armés, nous demandons que la...(inaudible)... MINUAR vienne protéger des civils non armés. A défaut, il faut que la MINUAR cherche un autre camp pour ces gens. Il faut qu'ils ramènent les Inyenzi du FPR ailleurs, mais pas devant la population civile sans armes. Autrement, nous sommes décidés à rester dans la rue jusqu'à ce que la MINUAR aura trouvé une solution à notre problème. Ou elle décide de nous protéger, ou elle décide de prendre le contingent du FPR ailleurs. Pas ici, absolument. **[Fin de la transcription en français]**

ORATEUR : Valérie BEMERIKI

Aa! C'était là notre reportage. Restez à l'écoute de la RTLM pour les autres nouvelles qui nous parviendront. Il est pour le moment 11 : 45 dans les studios de la RTLM. Continuez à passer d'agréables moments avec la RTLM bien que les heures soient avancées et que nous soyons proches de la clôture de nos émissions.

ORATEUR : Gaspard GAHIGI (Rédacteur en chef de la RTLM)

...dans nos studios. Dans cinq minutes nous allons clôturer nos émissions. Mais avant cela, j'aimerais vous lire les nouvelles en provenance de BUJUMBURA au sujet de la prestation de serment du Président Cyprien NTARYAMIRA qui est encore loin d'avoir lieu. En effet, la Cour Constitutionnelle, qui est chargée de veiller au respect de la Constitution, se préparerait à déclarer l'amendement préparé, c'est à dire les modifications introduites dans la Constitution concernant les élections présidentielles, non conforme, et conclurait immédiatement que les élections présidentielles ont vidé ladite Constitution. Un arrêt de la Cour constitutionnelle aurait été préparé à cet effet pour la signature des juges, déclarant les élections ayant porté Cyprien NTARYAMIRA à la magistrature suprême anticonstitutionnelles, nulles et non avenues. Mais selon les nouvelles qui nous parviennent, certains des juges qui composent la Cour auraient refusé de signer l'annulation de ces élections. La situation serait au point mort à BUJUMBURA et la prestation de serment du Président Cyprien NTARYAMIRA est retardée en conséquence.

Chers amis, écoutez de la musique pendant que nous suivons de près ce qui se passe à KIMIHURURA. Si nous constatons que la situation est grave, nous allons rester en votre compagnie. Si par ailleurs nous constatons qu'elle n'est pas grave, nous prendrons congé de vous.

Seulement nous venons d'apprendre que les Inkotanyi ont tiré dans le tas pour les disperser avant de se retirer au CND. La situation continue de s'empirer, car les gens continuaient de manifester dans le calme lorsque les Inkotanyis les ont dispersés sous les coups de balles. Après quoi, les Inkotanyis se sont repliés au CND. Nous allons clôturer nos émissions, mais nos journalistes seront dépêchés sur les lieux au CND pour suivre l'affaire de près. A dix huit heures lorsque nous reprendrons nos émissions, nous vous informerons de l'évolution de la situation, étape par étape.

Il est douze heures. Nous allons clôturer nos émissions. Nous vous souhaitons une agréable journée. Nous nous retrouverons à 18 heures.

(Hymne National)

GAHIGI continue :

Il est huit heures 21 minutes dans nos studios. Dans un instant, Kantano va vous réchauffer parce que le temps est maussade ce matin. Mais avant cela, j'ai une nouvelle malheureuse. Le Général Roméo Dallaire, le commandant des forces de l'ONU a nié qu'hier les Inkotanyi aient tiré[ur les manifestants] et qu'ils aient blessé des gens. Je pense que le Général Dallaire devrait se rendre à Kanombe pour qu'on lui montre le blessé et à l'Hôpital Roi Fayçal pour voir les autres. Il devrait aussi parler à toute la population qui se trouvait sur les lieux pour se rendre compte qu'il a un parti pris. En effet, ces événements ont attristé beaucoup de personnes qui s'y trouvaient. Ils ont eu lieu vers douze heures en présence de beaucoup de personnes. Il [Dallaire], quant à lui, affirme que les Inkotanyi sont sortis pour escorter un de leurs chefs et que les gens qui se trouvaient sur les lieux ont vu cela. Personne ne doutera plus de l'attitude de parti pris de la MINUAR après la déclaration du Général Romeo Dallaire selon laquelle aucune personne n'a été blessée ni fusillée. Lorsque toutes les personnes qui manifestaient sur les lieux et qui ont assisté à ces événements entendent le Général Dallaire nier les faits, je ne sais pas s'ils auront encore confiance en ce qu'il dira. Je ne sais pas s'il y aura une personne qui croira aux enquêtes qu'ils sont prétendument en train de mener. Si vous niez des événements qui ont lieu en public, au vu des centaines et des centaines de personnes, je pense que vous êtes affecté de strabisme ou d'une maladie oculaire semblable. Lorsque vous êtes la seule personne à nier ce qui s'est passé en public et qui a été vu par tout le monde, vous êtes en train de creuser votre propre tombe.

...ont été chagrinés d'entendre le Général Roméo Dallaire, le commandant des forces de l'ONU envoyées au Rwanda pour assurer la paix nier qu'hier, dans la cellule de GISHUSHU, Secteur de, commune de Kicukiro, les Inkotanyi n'ont tué personne. La population de la cellule de GISHUSHU ainsi que celle de NYARUTARAMA qui étaient présentes sur les lieux ont été chagrinées d'entendre le Général Dallaire nier les faits. Nous venons de connaître le nom d'un des blessés qui est hospitalisé. Nous nous préparons à y dépêcher nos journalistes pour lui demander ce qui s'est passé. A été blessé un certain Jean Baptiste NGARAMBE, fils de MUHINDE et NYIRABUKARA, originaire de la commune de GIKOMERO, dans la préfecture de Kigali, né en 1949. Ce Jean Baptiste NGARAMBE travaille à la SAR MOTOR ici à KIGALI. Vous constatez vous-mêmes que les déclarations de Dallaire sont fausses. Ceci est confirmé par la population de GISHUSHU et de NYARUTARAMA ainsi que par les autres personnes qui ont accouru sur les lieux et qui ont vu les événements de leurs propres yeux. Vous savez que lorsqu'un événement a lieu à Kigali, beaucoup de gens accourent sur les lieux. Ceci est confirmé par les journalistes de la RTLM et de la Radio Rwanda. Ces journalistes y sont arrivés et se sont posés des questions. Ainsi le Général Dallaire continue de montrer qu'il a un parti pris. Nous souhaitons que les autorités lui soumettent les rapports de ceux qui ont été blessés et si nécessaire lui demandent de visiter les blessés, pour les questionner lui-même étant donné qu'il y a peut-être des francophones parmi eux. Au cas où ceux-ci ne parleraient pas la langue de Molière, qu'il recoure aux services des interprètes qui lui expliqueront ce qui s'est passé s'il n'était pas sur les lieux. Mais généralement celui qui n'a pas été témoin d'un événement, doit demander aux autres pour connaître la vérité. Il ne peut pas venir et dire que ceci n'est

pas vrai ou que c'est complètement faux, [*en langue française*], alors qu'il n'était pas sur les lieux ou qu'il a reçu un rapport partial. La meilleure attitude à prendre est de rechercher la vérité en visitant les blessés concernés et de faire rapport à la population qui était présente ainsi qu'aux autorités qui ont accouru. Il connaîtrait ainsi la vérité et fournirait un rapport transparent. Sans cela, il n'est pas facile de nier un événement qui s'est produit en pleine journée, devant une population nombreuse et au vu de tout le monde. Si Dallaire agit de la sorte, nous ne l'écouterons plus jamais.

La dernière nouvelle qui vient de nous arriver est que Madame Lucette MICHAUX CHEVRET, ministre français de la coopération et des droits de l'homme, est arrivée à Kigali dans la matinée. Arrivée à Kanombe, quelle surprise ! Elle devait être reçue par Anastase Gasana, notre ministre chargé de la coopération internationale. La ministre Lucette CHEVRET est arrivée à Kanombe en l'absence du ministre des Affaires étrangères. Elle a été reçue par un simple agent du ministère des Affaires étrangères du nom de SHAPULE. Madame Lucette MICHAUX CHEVRET s'est fâchée de cet accueil et a préféré ne pas se servir du véhicule protocolaire prévu à cet effet et a pris un taxi. Permettez-moi de vous rappeler qu'avant-hier notre ministre des Affaires étrangères, Monsieur Anastase GASANA, était en retard lorsqu'il devait recevoir à l'aéroport le Secrétaire Général de l'O.U.A, Monsieur SALIM Ahmed SALIM de passage à Kanombe à destination de BUJUMBURA. Le fait de ne pas avoir reçu [à l'aéroport] Madame Lucette MICHAUX CHEVRET, ministre français chargée de la coopération et des droits de l'homme et le Secrétaire Général de l'O.U.A, Monsieur SALIM Ahmed SALIM, discrédite la diplomatie rwandaise.

Par ailleurs des gens ont dit qu'un jour GASANA aurait écrit à notre ambassadeur en Belgique, Monsieur NGARUKIYINTWARI, sur un bout de papier pour lui demander de faire tout ce qui est en son pouvoir pour entrer en contact avec le gouvernement belge en vue d'obtenir ce bataillon belge qui devait intervenir ici à Kigali et qui est déjà sur les lieux. Beaucoup de gens ont entendu la rumeur, mais aujourd'hui nous sommes en possession d'un fax daté du 12 décembre 1993 rédigé à la main par le ministre Anastase GASANA qui confirme l'événement. Le fax était adressé à NGARUKIYINTWARI et nous avons la réponse que celui-ci lui a réservée en ces termes : « la réception d'un fax rédigé à la main, sans numéro, que vous m'avez adressé en date du 12 décembre 1993 me demandant de faire tout mon possible pour approcher le gouvernement belge en vue d'obtenir le bataillon belge, je vous demanderais en guise de réponse de rédiger suivant les normes en vigueur pour me permettre de réagir ». Etant donné que cela était rédigé en langue française, je voudrais le lire en cette langue pour que vous ne pensiez pas que le texte a été transformé. Le texte est le suivant : « Ambassadeur NGARUKIYINTWARI, vous voudrez faire des contacts utiles auprès du gouvernement belge afin qu'il puisse satisfaire à la demande du Secrétaire général de l'ONU de nous envoyer un bataillon de casques bleu belges ». Merci. Signature du Ministre GASANA ».

NGARUKIYINTWARI lui a répondu en français comme suit : « Je viens de recevoir votre fax manuscrit sans numéro d'ordre et daté du 12 novembre 1993 par lequel vous me demandez de faire des contacts utiles auprès du gouvernement belge afin qu'il puisse satisfaire à la demande du Secrétaire Général de l'O.N.U de nous envoyer un bataillon de casques bleus belges. Merci. Etant donné la délicatesse de la question, j'aimerais vous

demander de bien vouloir me confirmer par un message écrit dans les normes administratives traditionnelles, l'instruction précitée que vous m'avez transmise sans forme d'une note manuscrite. Très haute considération ». Signature. François NGARUKIYINTWARI, Ambassadeur du Rwanda en Belgique.

GASANA a aussi envoyé ce fax adressé à l'Ambassadeur NGARUKIYINTWARI à l'Inkotanyi James BUTARE et lui a dit en langue française : « Prière prendre contacts rapides avec le Ministre des Affaires étrangères de Belgique et tout le gouvernement ». Signé Docteur Anastase GASANA. Il demandait à cet Inkotanyi James BUTARE ce qui suit : « Essayez d'urgence d'entrer en contact avec le ministre des Affaires étrangères belge et son gouvernement pour que le bataillon belge qui doit être dépêché à Kigali soit disponible ». Une fois arrivé chez les Inkotanyi, le fax destiné à James GASANA a été réceptionné par un certain Jacques BIHOZAGARA qui y a réservé une réponse. Jacques BIHOZAGARA a écrit au ministre GASANA, en français, ce qui suit : « dans une note envoyée à Monsieur BUTARE RWEGO, vous lui demandez de prendre contact avec le ministre belge des Affaires étrangères et le gouvernement belge. Monsieur RWEGO étant absent, voulez-vous m'indiquer l'objet de ces contacts et à quel niveau ils doivent être pris afin que je m'en occupe ? Franche collaboration ». Signé. Docteur Jacques BIHOZAGARA. Bref (en Kinyarwanda), le fax est arrivé chez les Inkotanyi en l'absence de James BUTARE. Le fax a été réceptionné par Jacques BIHOZAGARA qui a répondu à Gasana comme suit : « Dans la lettre adressée à James BUTARE lui demandant de faire tout ce qui est en son pouvoir pour entrer en contact avec le ministre belge des Affaires étrangères et le gouvernement, je voudrais en l'absence de James

BUTARE RWEGO que vous m'indiquiez l'objet des ces contacts ainsi que le niveau auquel ils doivent être effectués pour que je m'en occupe». Voilà où en est GASANA. Comme nous l'avons souvent dit, l'on peut se poser la question de savoir si certaines personnes travaillent réellement pour le pays. Nous nous sommes posé la question sans avoir la réponse, mais je crois que ces fax constituent un élément de réponse. Nous avons souvent dit que les autorités cupides qui sont sans moralité politique et publique sont à l'origine des problèmes que connaît le Rwanda actuellement. Normalement, lorsque vous êtes en mission officielle, il est clair que vous n'êtes pas en mission des Inkotanyi. Lorsque vous travaillez pour le Rwanda, vous ne travaillez pas pour les Inkotanyi ou de connivence avec eux.

En ce qui concerne son avidité, il ne s'agit pas de le dénigrer. Je viens d'avoir une note d'hôtel du ministre Anastase GASANA, notre ministre des Affaires étrangères, lorsqu'il a passé une nuit et demie à l'hôtel Sheraton à Kampala. La note se chiffre à plus de 798 000 shillings ougandais. Le dollar s'échange à 1 000 shillings ougandais. C'est dire que M. Anastase GASANA, dans une seule nuit, a consommé l'équivalent de 700 dollars, soit environ 140 000 francs rwandais, alors que d'habitude un ministre perçoit 25 000 FRW de frais de mission par jour. C'est dire que M. Anastase GASANA a utilisé, durant une seule nuit, un montant qu'il aurait dû utiliser durant 7 jours. Ainsi, chers amis qui êtes à l'écoute, celui qui veut tirer des conclusions peut le faire. Mais, à mon avis, ce n'est pas là du patriotisme et ce n'est pas commune cela qu'on sert son pays. Voilà où l'on en est avec GASANA. Ecoutez de la musique.

Le ministre français délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme est arrivé ce matin à Kigali. A sa descente d'avion, elle a reçu un accueil plutôt froid, notre ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Monsieur Anastase Gasana, ayant brillé par son absence. Madame Licette MICHAUX CHEVRET a été accueillie par un simple fonctionnaire du Ministère... rwandais des Affaires étrangères et de la coopération, Monsieur SHAPULE. Madame Lissette MICHAUX CHEVRET n'a pas caché sa colère et a refusé de monter à bord des véhicules du protocole du MINAFFET. Rappelons que le ministre Anastase GASANA n'a pas non plus accueilli le secrétaire Générale de l'OUA, SALIM Ahmed SALIM de passage à KANOMBE avant-hier pour BUJUMBURA. Le ministre GASANA est arrivé en retard et n'a pu qu'à agiter sa main au Secrétaire Général qui embarquait dans l'avion. Disons tout simplement que ces manquements de notre ministre des Affaires Etrangères et de la coopération n'honorent pas notre diplomatie.

(Musique)

...Trois personnes ont été blessées ; une, un certain Jean Baptiste NGARAMBE qui travaillait pour SAR MOTORS, l'a été gravement et est hospitalisée à l'Hôpital de Kanombe. Ces manifestations de la population ont été occasionnées par des gens qui ont mené une attaque et qui ont blessé des personnes en utilisant des grenades dans la nuit du 26 au 27. C'est la raison pour laquelle il y a eu des manifestations dans la rue : la population était à bout. Dans la nuit du...hum...24 janvier de nouveau, dans la cellule de GISHUSHU, secteur de REMERA, commune de KACYIRU, des tirs intenses ont été

entendus et un certain SEBURIKOKO a été tué. Pendant que les enquêtes se poursuivaient, il y a eu d'autres attaques le 26. Une personne a été tuée et d'autres ont été blessées et c'est hier que la population a manifesté dans la rue. Les Inkotanyi ont encore une fois tiré sur eux. Beaucoup a été dit à ce sujet. Vous avez entendu ce que le Général Roméo Dallaire a déclaré lorsqu'il a nié qu'il y a eu des blessés alors que ces événements ont eu lieu en plein jour, au vu et au su de tout le monde et que les blessés sont toujours à l'hôpital. Cette attitude a chagriné beaucoup de monde. Je suis pour le moment en compagnie de Stanislas SIMBIZI, un des membres du Comité Directeur du parti CDR chargé de l'information au sein dudit comité. Il aimerait aussi donner son point de vue sur ces événements de GISHUSHU. Quelle est, selon vous, l'origine de ces événements qui ont lieu à GISHUSHU, secteur REMERA, KACYIRU ?

ORATEUR : Stanislas SIMBIZI

Merci, Monsieur GAHIGI, mais avant de répondre à votre question, j'aimerais inviter tous ceux qui nous écoutent de nous associer aux familles des victimes et de prier pour elles afin que Dieu les accepte auprès de lui.

En réalité, ce qui se passe à GISHUSHU ne doit étonner personne. Cela a de nouveau dévoilé les intentions des Inkotanyi qui, lorsqu'ils sont venus, ont menti qu'ils apportaient aux Rwandais la démocratie, alors qu'il est de plus en plus clair qu'ils sont venus verser du sang en se servant de l'épée. Mais vous savez bien que dans la Bible il est dit que celui qui tue par l'épée, je ne sais pas quel sort on lui réservera. Leur objectif n'était

donc pas d'apporter la paix au Rwanda. Ce qui est étonnant est que nous avons toujours dit aux gens que cette guerre était une guerre ethnique, mais les Inkotanyi ont menti et dit que c'était une guerre pour la démocratie et continuent de le dire. Ce qui fait de la peine est que dans les Accords d'Arusha qui visaient la paix, ce problème ethnique n'a jamais été examiné. Jusqu'aujourd'hui, il ne l'a pas été bien qu'il continue de causer beaucoup d'autres problèmes au Rwanda. Ce qui nous inquiète est que nous avons cru aux Accords d'Arusha, alors que le problème qui est à l'origine de la guerre n'a pas été encore résolu et que le mal continue de se propager dans tout le pays. Selon les nouvelles qui continuent de nous parvenir, le problème ne se pose pas à GISHUSHU seulement. Il paraîtrait qu'il y a des listes de gens qui vont être tués ici dans la ville de KIGALI, à GITARAMA, KIBUYE et ailleurs. Vous constatez que cela vise un autre objectif que la paix. C'est la discorde et la guerre. Il serait alors mieux que ceux qui sont concernés par cette question se concertent avant qu'il ne soit trop tard.....

Fin de la Face A.

- ORATEUR Gaspard GAHIGI :

(FACE B)

Il est neuf heures trente - sept minutes dans nos studios. Des nouvelles nous parviennent selon lesquelles dans la cellule de GISHUSHU, secteur de REMERA, commune de KICUKIRO, des tirs ont été entendus dans la nuit du 24. Un certain SEBURIKOKO aurait été atteint par les balles et serait décédé. Durant cette nuit, des coups de feu et des déflagrations de grenades ont aussi été entendues. Une personne est morte, une autre a perdu un bras et une troisième a été blessée. Beaucoup de grenades ont été utilisées dont une qui a été lancée sur les gendarmes qui accouraient, mais ceux-ci n'ont pas été blessés. Pour ceux qui ne savent pas où se trouve la cellule de GISHUSHU, elle est située près des Inkotanyi. Nous nous demandons ce que fait la MINUAR, vu qu'elle a installé des chars de combat non loin de cet endroit appelé GISHUSHU. Vous avez entendu que ceux qui commettent ces atrocités se replient au CND. Nous nous demandons ce que fait la MINUAR. Nous demandons aux autorités de porter plainte contre les Inkotanyi auprès de la MINUAR si elles le souhaitent pour que celle-ci soit plus vigilante.

Comme nous vous l'avons annoncé, un mauvais climat règne au sein des écoles de la préfecture de Cyangugu suite aux renvois massifs que le ministre MBONIMPA a opéré parmi les inspecteurs et les enseignants de la CERAI. Nous venons d'avoir des nouvelles détaillées en provenance de CYANGUGU selon lesquelles le ministre Jean-Marie Vianney MBONIMPA, un grand ami de Faustin TWAGIRAMUNGU alias

RUKOKOMA aurait, en début de semaine, publié des arrêtés inquiétants en contradiction totale avec les règlements régissant les écoles primaires et secondaires.

D'habitude, les directeurs des établissements CERAI sont nommés par le ministre, mais sur proposition des propriétaires desdits établissements. Telle est la loi. Ils disent que MBONIMPA a, dans son bureau, reçu une liste de tous les établissements CERAI et exclu tous ceux qui n'avaient pas adhéré au MDR TWAGIRAMUNGU. Tous les inspecteurs de secteur qui n'ont pas adhéré au MDR RUKOKOMA ont été exclus. Ils les ont remplacés par ceux qui savent se servir de la massue et de la machette pour diriger les manifestations meurtrières du MDR-RUKOKOMA.

Dans la commune de GATARE, un certain MAGERA, qui est toujours mal coté, a remplacé celui qui est mieux coté et qui est approuvé par les confessions religieuses et tous les citoyens raisonnables.

Dans la commune de GAFUNZO, l'inspectrice de secteur mise en place par Madame Agathe UWILINGIYIMANA a été remplacée par une personne sans formation pédagogique, alors qu'elle était tout le temps bien cotée. Elle a été remplacée par un certain Viateur qui a dirigé beaucoup d'attaques dans la commune de GAFUNZO, en opposant les partis les uns aux autres. L'enfant de Viateur qui venait de passer l'année 92-93 sans aller à l'école entre au secondaire, en première année, sans avoir passé l'examen national comme les autres élèves.

Viateur a ...une fois essayé de se faire élire par force pour le poste de directeur des écoles primaires en plaçant des JDR à la route le jour d'élections et au lieu des élections. Ces JDR disaient que celui qui ne voterait pas pour Viateur ne rentrerait pas chez lui. Cet établissement qui est dirigé par Viateur appartient aux Pères qui ont peur de lui et qui l'appellent « Caïen ». Quant à VUNABANDI qui s'est mal comporté au sein du MIJEUMA, il a pour le moment été nommé directeur d'un CERAI parce qu'il assiste Viateur à diriger des attaques aux dits endroits.

Ces troubles ont aussi atteint la commune de KAGANO. L'inspectrice NYIRARUKUNDO, qui a été nommée par Mme Agathe UWILINGIYIMANA, a été remplacée par un Tutsi qui n'a jamais enseigné à l'école primaire et qui n'a pas de formation pédagogique. Vu que MBONIMPA et RUKOKOMA collaborent étroitement avec le PL LANDO et le FPR, MBONIMPA a tout simplement voulu leur faire plaisir en leur trouvant un poste au sein de la direction du secteur scolaire de KAGANO. Ce Tutsi, fils d'un certain Solve IYAMUREMYE, enseignait les mathématiques à l'école normale des garçons de NYAMASHEKE. Il était le professeur principal de la section des mathématiques dans cette école qui est vieille de 4 ans. Ces troubles se sont poursuivis pour atteindre la commune de GISUMA au CERAI de GIHEKE et celui de la commune GISUMA. Le comité chargé de l'éducation dans la commune s'est réuni et a présenté au ministre deux candidats ayant de bonnes cotes, mais par le canal de l'Inspecteur d'Arrondissement. L'un des deux enseignants était toujours coté « ELITE » parce qu'il enseignait très bien et que nombreux de ses élèves réussissaient [le concours national]. Lorsque ces candidatures ont atteint le ministre MBONIMPA, il les a toutes rejetées et

les a remplacées par celle d'un certain Jérôme, représentant du MDR TWAGIRAMUNGU dans la commune de GISUMA, un fidèle serviteur de SERUBYOGO, employé de TWAGIRAMUNGU. Ce Jérôme était le secrétaire de l'inspecteur de secteur de GISUMA et n'était pas parmi les enseignants qui étaient appréciés.

Ce renvoi massif que MBONIMPA opéré parmi les inspecteurs n'a pas épargné la commune de KARENGERA. Comme la RTLM l'a annoncé dernièrement, quatre directeurs des établissements scolaires ont été suspendus par MBONIMPA dans l'espoir de gêner le ministre NTAGERURA. Il se trompe pourtant, puisque celui-ci en sort plus renforcé.

Les troubles ont continué jusque dans KAMEMBE. Là aussi, comme dans GISUMA, le directeur nommé n'a pas été proposé par le propriétaire de l'établissement. Cela a été ainsi dans toutes les autres communes de Cyangugu. Et notre correspondant de se demander si le MDR ROKOKOMA œuvre dans l'intérêt de l'enseignement national. C'est, dit-il, SERUBYOGO avec ses trois années d'école primaire qui nomme les directeurs des écoles. Même du temps d'Agathe c'est lui qui les nommait, alors que les fonctions d'un inspecteur de secteur ou d'un directeur d'école requièrent un pédagogue. Cela n'a rien à voir avec la prise de massues et de machettes pour courir derrière des Hutus en vue de les tuer. Ce sont les meilleurs pédagogues qui devraient être pris en considération avant les autres, avant ceux-là qui lancent des attaques armées de machettes et de lances. Les inspecteurs qui ne se servent pas de massues et de machettes ont été

suspendus en masse. Il se demande si aucune autre dame ne peut être trouvée à CYANGUGU pour remplacer un de ceux-là ou pour être placée ailleurs. MBONIMPA, SERUBYOGO et ses autres conseillers comme Amandin RUGIRA et NYILIMBIBI exagèrent leur mépris envers les dames et les jeunes filles de CYANGUGU.

Et notre correspondant de conclure que ce que nous devrions faire est de décrier publiquement Faustin TWAGIRAMUNGU, MBONIMPA et ses conseillers comme SERUBYOGO, Amandin RUGIRA et Alphonse NYILIMBIBI, parce qu'ils veulent aliéner notre jeunesse et ne respectent pas les lois en vigueur dans le pays. Voilà ce qui se passe à CYANGUGU. Nous nous demandons qui va punir les auteurs. Si réellement l'autorité est toujours en place, elle devrait prendre des mesures adéquates pour laisser ceux qui sont du métier faire leur travail en évitant de mêler le métier à la politique.

Continuez d'écouter la musique de la RTLM, votre radio.

...une personne est morte. Une autre a perdu un bras. Les mêmes criminels ont jeté des grenades sur les gendarmes mais aucun de ceux-ci n'a été blessé. Nous venons d'apprendre que la population vient de boucler les routes du quartier de GISHUSHU en signe de protestation contre ces événements qu'elle ne peut pas accepter. Elle ne peut pas non plus accepter que les Inkotanyi continuent leur provocation. Rappelons qu'en date du 24, la nuit, des tirs de rafales y avaient été entendus et qu'un certain SEBURIKOKO avait été tué, fusillé. Des enquêtes ont même été menées. Le Préfet de la ville de Kigali, le Colonel Tharcisse RENZAHU, a dit ce qu'il en pensait dans le discours diffusé à la RTLM demandant à la population d'être calme pendant que les enquêtes continuaient.

Pendant que les enquêtes continuaient justement, ils ont encore une fois tiré sur la foule et tué des gens et blessé d'autres. La population a encore bouclé les routes et la RTLM y a envoyé ses journalistes. Avant la clôture de nos émissions à douze heures, nos journalistes seront de retour et nous vous communiquerons l'état de la situation sur le terrain.

L'autre nouvelle qui nous parvient est que les véhicules du Centre IWACU à KABUSUNZU sont recherchés pour être saisis suite à l'affaire qui oppose l'Entrepreneur Damascène MURARA audit Centre. MURARA aurait signé un contrat avec le Centre IWACU de KABUSUNZU pour des travaux de construction qu'il n'a pas terminés. Le Centre IWACU aurait saisi les équipements qui se trouvaient sur le chantier lorsque les travaux se sont arrêtés. L'entrepreneur MURARA devait encore audit Centre 700.000 francs à l'arrêt des travaux. Le Centre Iwacu a par la suite porté l'affaire devant le tribunal qui l'a trouvée sans fondement. L'entrepreneur MURARA a porté plainte contre le Centre IWACU pour avoir saisi ses équipements et demandé un dédommagement estimé pour le moment à 18 millions. Mais les gens disent que l'Entrepreneur est un Tutsi tout comme son contremaître et son avocat Pie MUGABO du PL LANDO. Il paraît qu'il s'agit d'un complot à caractère ethnique en vue de soutirer beaucoup d'argent au Centre IWACU, alors que le montant initialement concerné n'est que de 700 000 francs. Voilà la situation actuelle où la cupidité s'allie avec la trahison et la criminalité.

(Musique)

...et cinq cents.....Chers amis à l'écoute, lorsque nous parlons de la démocratie basée sur le multipartisme, nous sous-entendons que nous devons accepter des idées divergentes, parce que lorsque les idées ne divergent pas, il n'y a pas de démocratie. Ensuite un autre homme illustre a dit que nous devons accepter que les mauvaises idées soient exprimées pour que les bonnes soient mises en exergue et aient plus de valeur. Comme les Rwandais l'ont toujours dit, les bonnes les mauvaises idées vont de pair. Si j'ai dit cela, ce n'est pas pour critiquer l'écrit que je vais vous lire. Mais c'est plutôt pour vous affirmer qu'en démocratie, nous devons accepter que toutes les idées soient exprimées. Ensuite il revient à tout un chacun de trier les bonnes et rejeter les mauvaises, car toutes les idées ne sont pas mauvaises. Elles contiennent une part de vérité. Le choix doit être laissé à tout un chacun, car, comme on dit, en démocratie, il faut savoir bien choisir.

J'aimerais alors vous lire une lettre ouverte adressée au Président par la direction du journal KANGURA, signée par le directeur du journal KANGURA, M. Hassan NGEZE, que la plupart de personnes connaissent par ailleurs.

Le directeur du journal KANGURA, Hassan NGEZE écrit ce qui suit :

« Excellence Monsieur le Président de la République, nous vous adressons cette lettre pour exprimer nos idées sur le proche avenir. Il s'agit ici de la période pendant laquelle vous serez en voyage. Dans la réunion tenue par les journalistes de KANGURA, l'un des points à l'ordre du jour était la revue de la politique actuelle du Rwanda. Nous nous sommes surtout penchés sur l'examen de ce dessein d'opérer un coup d'état

constitutionnel. Comme vous le savez, ledit dessein a échoué grâce à la clairvoyance et à la sagesse dont vous avez fait preuve dans ce jeu politique. Vous êtes au courant de la façon dont la guerre des mots et des communiqués a eu lieu. Les insultes qui caractérisent des personnes mal éduquées sorties de la bouche de KAVARUGANDA n'étaient pas sans fondement, à part que prochainement il répondra de ses dires auprès des institutions compétentes. Il y a beaucoup de personnes que nous ne pouvons pas supporter, des gens qui insultent publiquement le Chef de l'Etat qui est par ailleurs soutenu par la majorité. En ce qui concerne la réunion proprement dite, nous avons constaté ce qui suit :

1. Le groupuscule du FPR : TWAGIRAMUNGU, AGATHE et KAVARUGANDA s'apprête à procéder à la prestation de serment lorsque vous serez parti participer aux cérémonies funéraires du vieux Félix HOUPHOUET BOIGNY de la Côte d'Ivoire. Juste après votre départ de l'aéroport, la Radio Rwanda diffusera que vous venez de prendre la fuite. Nous, qui vous soutenons, perdrons la tête. Le groupuscule de partis MDR, PL, PSD et PDC se réunira pour demander à la communauté internationale de vous ramener de force. Ainsi ce qui était voyage deviendra fuite. La décision de procéder à la prestation de serment à l'intention des autorités d'obédience INKOTANYI sera prise et les cérémonies auront lieu dans l'immeuble qui abrite les forces de l'ONU. Ce sera un coup d'état réussi. La guerre de ceux qui vous soutiennent commencera. Nous commencerons à nous battre contre ceux qui nous auront usurpé le pouvoir et beaucoup de sang sera versé. Une des ambassades accréditées à Kigali soutiendra le dessein des INKOTANYI, mais nous ne voulons pas dévoiler son nom. Et Hassan NGEZE de dire :

« Ce que nous vous demandons, Excellence Monsieur le Président de la République, c'est de ne pas aller participer aux cérémonies qui auront lieu le 7 février 94. Ainsi, vous nous aurez aidé à faire face à ce groupuscule qui vous craint par ailleurs».

La deuxième demande que nous adressons à Son Excellence Monsieur le Président de la République est la suivante : les entretiens prévus avec le Président français devraient être menés par d'autres voies politiques, ou par le biais d'un de vos conseillers en qui vous avez confiance comme Eunoch RUHIGIRA. La troisième demande que nous adressons au Président de la République est qu'il soit préparé un autre discours à lire à la fin du mois, pour montrer à la communauté internationale, surtout ceux qui nous ont soutenus lors des accords de paix d'Arusha, comment se définit le problème rwandais en pointant du doigt ceux qui s'opposent à ce que le gouvernement de transition soit mis en place. Ainsi la communauté internationale comprendrait davantage la trahison du FPR et de TWAGIRAMUNGU. De temps à autre lorsque cela s'avérera nécessaire, nous, qui luttons pour la sauvegarde et l'intégrité de la République, montrerons nos forces mais dans les limites prescrites par la loi. Ainsi la communauté internationale comprendra ce que la population pense sur les problèmes que connaît notre pays.

Hassan NGEZE ajoute ce qui suit : « Nous vous adressons cette lettre pour que vous y réfléchissiez encore une fois, afin que ce groupuscule ne profite pas de votre absence pour faire prêter le serment et pour que le sang qui allait être versé soit épargné. »

Et Hassan NGEZE de terminer : « Voilà ce qui a été débattu dans la réunion des journalistes de KANGURA qui s'est tenue pour examiner la situation politique actuelle du Rwanda ». Et Hassan NGEZE a signé, avec une copie pour information à tous les journalistes. Voilà un exemple de la vraie démocratie. Chaque individu doit pouvoir exprimer ses idées et il appartient à ceux qui les écoutent de les trier à la recherche de la vérité, de choisir ce qu'ils croient et ce qu'ils ne croient pas. Ainsi, la RTLM soutient la démocratie et la liberté d'expression. Voilà les idées de NGEZE. Le choix est le vôtre.

Vous êtes toujours à l'écoute de la RTLM. Mais avant de vous faire écouter de la musique, je souhaiterais vous raconter une autre nouvelle.. Je ne sais pas si vous auriez entendu parler d'un certain TUMUKUNDE, le lieutenant colonel TUMUKUNDE. Je crois que vous auriez entendu parler des camions qui approvisionnaient les Inkotanyi et qui ont été saisis à RUHENGARI. Les documents de voyage qui autorisaient ces camions à approvisionner les Inkotanyi en armes lourdes portaient la signature du lieutenant colonel TUMUKUNDE chargé de la police militaire en Ouganda. La dernière nouvelle qui nous parvient est que le lieutenant colonel TUMUKUNDE est décédé hier. La nouvelle a été diffusée par le journal ougandais, « The New Vision ». Nous vous avons toujours dit que le pouvoir administratif de transition a été surtout caractérisé par le chaos et le manque de respect des lois, par le vol et beaucoup d'autres actes semblables. Pour le moment, on parle de désordre à la Banque Nationale du Rwanda. Ce chaos serait dû à la lettre du Ministre des finances, Monsieur Marc RUGENERA, adressée à Gérard NIYITEGEKA, Premier vice-gouverneur de la Banque Nationale, dans laquelle il ne tient pas compte des dispositions de la loi selon lesquelles le gouverneur de la Banque

Nationale du Rwanda est nommé par le Président de la République, par arrêté présidentiel. Monsieur Marc RUGENERA soutient que Monsieur Denis NTIRUGIRIMBABAZI est un homme âgé qui devrait prendre sa retraite. Mais le Premier Ministre Agathe UWIRINGIYIMANA lui aurait écrit pour porter à sa connaissance que son mandat était prolongé jusqu'au 10 décembre 93. Ainsi, avant que le gouverneur ne soit nommé par le président de la République, le célèbre ministre RUGENERA a pris la décision de nommer le gouverneur ad intérim de la Banque Nationale du Rwanda, en semblant oublier que la loi ne l'autorise pas à le faire, que le poste de gouverneur de la Banque Nationale est un poste important qui ne peut être attribué par le biais d'une simple lettre du ministre, qui n'est même pas un arrêté ministériel. Après cette nomination de NIYITEGEKA, celui-ci s'est empressé d'informer les agents de la banque que, selon la lettre que le ministre lui avait écrite, il était désormais le gouverneur de la banque ; qu'il devait signer et remplir les tâches du gouverneur. Tous les agents de la Banque Nationale ont été informés.

Après la nomination de NIYITEGEKA, le 25 janvier 94, et après avoir informé le personnel qu'il était désormais le gouverneur de la Banque selon la lettre que le ministre lui a adressée, Denis NTIRUGIRIMBABAZI a quant à lui déclaré que les choses n'étaient pas du tout en ordre. Il a rappelé au personnel de la Banque Nationale du Rwanda que le gouverneur est nommé par le Président de la République en ces termes : « le pouvoir de nommer et de démettre le gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda est une prérogative du Président de la République. Ainsi, la lettre du ministre des Finances, Marc RUGENERA du 31 décembre 94 est sans objet parce que le gouverneur

de la Banque est nommé par le président de la République ». Voilà la situation. NTIRUGIRIMBABAZI aurait rédigé cette lettre le 23 janvier. Le communiqué de NIYITEGEKA est sorti le 25 janvier.

La situation est restée comme telle. Conformément à la lettre qui le nommait gouverneur, il pouvait signer au nom de la banque. Mais NTIRUGIRIMBABAZI a encore une fois écrit aux clients de la banque, en français : « Il est porté à la connaissance de tous les correspondants de la Banque Nationale du Rwanda que la signature de monsieur Gérard NIYITEGEKA, désigné illégalement par le ministre des Finances comme gouverneur intérimaire de la Banque Nationale du Rwanda, ne peut en aucun cas engager seule la Banque Nationale du Rwanda ». Voilà la situation. L'intéressé a été nommé illégalement . Ainsi, il ne peut pas signer et engager les fonds de la Banque Nationale du Rwanda.

L'on peut se demander la raison de ce désordre au sein de la Banque Nationale du Rwanda. J'appelle cela désordre parce que cette situation est anormale. Nous pouvons affirmer que le ministre des Finances, Marc RUGENERA, connaît bien celui qui nomme le gouverneur de la Banque Nationale. Il le connaît. Ce n'est pas un ministre qui ne connaît pas la loi selon laquelle le gouverneur de la Banque Nationale est nommé par le Président de la République par un arrêté présidentiel, après approbation du Conseil du Gouvernement. Il ne peut en aucun cas dire qu'il ne connaît pas cette procédure.

Gérard lui-même ne peut pas affirmer qu'il ne connaît pas cette procédure. Je veux dire Gérard NIYITEGEKA, ancien vice-gouverneur de la Banque Nationale. Vous ne pouvez pas affirmer qu'un cadre de ce calibre, qui y est en poste depuis longtemps, ne sait pas

que le gouverneur est nommé par le Président de la République par un arrêté présidentiel, après l'approbation du gouvernement. L'on se demande ce que visent ces personnes. Ceux qui suivent l'affaire de près affirment que Marc RUGENERA et Gérard NIYITEGEKA ont voulu détourner les fonds de la banque et que Denis NTIRUGIRIMBABAZI les en a dissuadés, et c'est la raison pour laquelle ils essayent de le contourner en le plaçant dans un état de délaissement, de lui faire peur, pour mieux s'approprier les fonds de la banque. Nous savons aussi que d'habitude le gouverneur de la banque est une personnalité importante. C'est la raison pour laquelle son dossier doit être examiné soigneusement, au sein du Conseil des Ministres, pour proposer un gouverneur de haute intégrité, un grand travailleur, qui jouit d'une bonne santé, qui est sans interdits. Nous pensons que le dossier de Gérard NIYITEGEKA, bien que celui-ci soit compétent, devrait passer par le Conseil du Gouvernement qui devrait montrer le mérite réel du candidat, sa compétence, la preuve qu'il n'a pas été frappé d'interdits et qu'il jouit d'une bonne santé pour accomplir ce travail.

Voilà, chers auditeurs qui nous écoutent, le chaos qui règne au sein de la Banque Nationale du Rwanda. Cette situation est anormale parce que la Banque Nationale est le grenier du pays, puisque c'est là que sont gérés les fonds du pays. Ce n'est pas là que le désordre devrait commencer.

Merci. Restez à l'écoute de la RTLM, votre radio.

...GISHUSHU, secteur de REMERA, Commune de KICUKIRO des tirs ont été entendus cette nuit. Une personne a été tuée et une autre a été blessée. Des malfaiteurs ont lancé une grenade sur les gendarmes, mais par chance, aucun n'a été touché.

Nous avons porté à votre connaissance que ce matin les membres de la population ont barricadé les routes pour exprimer leur mécontentement. La raison de cette manifestation est que ce n'est pas la première fois que cela se produit dans la cellule de GISHUSHU, secteur de REMERA. Nous vous avons dit que durant la nuit du 24 au 25, des rafales de balles ont aussi été entendues et un certain SEBURIKOKO a été touché à mort. Lorsque la population a vu les incidents se répéter et lorsqu'une autre personne est morte, elle s'est dite que la situation était anormale, surtout que lorsque les malfaiteurs ont vu les gendarmes arriver sur les lieux ils se sont repliés dans l'enclos du C.N.D où ils vivent. Ils pensent que les Inkotanyi pourraient y avoir une part de responsabilité.

Très tôt le matin, la population a érigé des barricades sur les routes. Je vous ai dit que nous y avons envoyé nos journalistes Valérie BEMELIKI et Georges RUGGIU qui ont accompli leur mission. Je porte à votre connaissance que, au moment où je vous parle, il y a des gens qui téléphonent pour nous dire qu'ils entendent des coups de feu. Mais lorsque nos journalistes ont quitté les lieux, il n'y avait pas de tirs. Seule la population avait barricadé les routes. Valérie, vous qui étiez sur les lieux, quelle est la situation à KIMIHURURA ?

ORATEUR : Valérie BEMELIKI :

Il est vrai qu'une barricade a été érigée entre le rond point de KACYIRU et la route qui va à KANOMBE. Des gendarmes y stationnent. Les véhicules ne peuvent pas passer. Mais nous avons pu passer la barrière, continuer jusqu'au milieu et nous avons constaté que la population s'y trouvait juste après le CND et avait barré la route. Les véhicules qui avaient essayé de l'emprunter s'y trouvaient encore et ne pouvaient pas passer. Des troncs d'arbres avaient été placés au milieu de la route. Nous avons continué et avons vu un peu plus loin, près du quartier général de la MINUAR, la population qui avait barricadé la route. Il s'agit de la population qui habite dans le secteur, dans la cellule de GISHUSHU, dans le secteur de REMERA. Nous nous sommes approchés d'eux et les avons questionnés. Nous avons constaté que personne ne les provoquait et ne leur demandait de libérer la route, de faire ceci quoique ce soit. Ce qui nous étonne est qu'ils étaient debout, en train d'arrêter les véhicules, sans s'attaquer ni nuire à personne. A notre retour ici, nous avons été surpris d'apprendre que des tirs nourris sont entendus sur les lieux alors que lorsque nous y étions la situation était calme. Nous nous demandons ce qui s'est passé après notre départ. Mais avant que nous examinions cette question, nous aimerions d'abord vous faire savoir ce qu'en pense la population qui se trouvait sur les lieux et ce qu'elle veut. La population dit : « Nos gens sont en train de mourir. Ils sont tués. Nous connaissons ceux qui les tuent. Ils tirent sur eux. Ils lancent des grenades sur eux et prennent refuge à l'intérieur de l'enclos du CND sous la protection des Inkotanyi ». La population vous dira aussi ce qu'elle pense de la MINUAR : « La MINUAR se trouve sur les lieux. Des véhicules blindés entourent le palais du CND, la

clôture du CND. Lorsque les gens tirent, la MINUAR ne fait rien. Nous demandons que cette MINUAR se corrige et nous montre qu'elle protège réellement la population ou protège les Inkotanyi. Si elle protège les deux, elle doit le prouver et montrer que des gens sont en train d'être tués impunément. Des preuves irréfutables doivent être fournies et les tueurs démasqués ».

Permettez-moi de vous faire écouter la population qui est en train de manifester, la raison de leur manifestation ainsi que le message qu'elle destine à la MINUAR et aux Inkotanyi. Veuillez les écouter.

Et Valérie de continuer :

Eee...Commencez par nous dire qui vous êtes et où vous êtes. Dites - nous qui vous êtes. Dites-nous.

ORATEURS NON IDENTIFIES :

A Nyarutarama.

ORATEUR NON IDENTIFIE :

Nous sommes à Nyarutarama, au centre dit Centre de Gishushu.

ORATEUR : Valérie BEMELIKI :

Pourquoi manifestez-vous ? Nous constatons que vous avez barricadé les routes. Les véhicules ne peuvent pas passer.

ORATEUR NON IDENTIFIE :

Nous avons des problèmes ; nos gens sont tués. Nous ne sommes pas disposés à enterrer des gens tous les jours.

- Comment meurent-ils ? Expliquez-nous.

- Dans la nuit d'avant-hier, des gens ont été tués. Nous les avons enterrés. C'est ce qui s'est passé aussi dans la nuit d'hier. Des tirs nourris ont été entendus. Pouvons nous rester les mains croisées ?

- Que s'est-il passé aujourd'hui ? Expliquez-nous comment cela s'est passé. Parlez-nous des gens qui ont été tués. Qui sont-ils ? D'où sont venus les tueurs selon ce que vous avez vu ? Expliquez - nous clairement.

- Vers huit heures précises, environ six personnes sont arrivées ici conduites par un jeune homme du nom d'Anastase RUSANGWA. Celui-ci a commencé à provoquer quelqu'un

KO244745

et l'a blessé. Ensuite, après l'avoir blessé, les gendarmes en patrouille l'ont poursuivi et il est remonté en courant.

Fin de face B.